

nous nous trouvons devant un véritable problème. Nous avons des factures à payer, un déficit à résorber, des programmes à financer - programmes de soins aux patients, d'enseignement aux enfants, de protection des personnes âgées, d'aide aux pêcheurs et aux agriculteurs.

Nous n'avons pas seulement réduit les dépenses. Nous les avons éliminées. Il ne s'agit plus de dégraisser. Nous avons pénétré la chair et les os. Nous continuerons d'étudier des moyens d'être plus efficaces, de chercher de meilleurs procédés. Quand nous les aurons trouvés, d'autres efforts seront faits pour réduire les dépenses.

Il est un pacte que nous devons respecter. Celui de l'équité et de la responsabilité au niveau des taxes. Nous l'avons respecté. Nous continuerons de le faire.

Pour terminer, je ferai deux remarques personnelles.

Les réductions budgétaires n'ont pas facilité mes fonctions de ministre des Affaires étrangères. Le Canada est jugé à l'étranger en fonction de ses efforts au niveau de l'aide extérieure et de la défense nationale. Notre influence dépend des ambassades que nous avons à l'étranger et des programmes que nous instituons pour exercer cette influence. Ambassades et programmes ont tous été l'objet de réductions.

Mais il est un point encore plus fondamental. Le bien-être de l'économie canadienne est la seule condition qui nous permette d'avoir un certain pouvoir à l'étranger. Ce le sera encore plus alors que nous entrons dans la dernière décennie de ce millénaire. Un pays non prospère sur le plan économique est un pays sans pouvoir. Rien ne peut remplacer la prospérité économique et donc le pouvoir, ni les belles ambassades, les riches résidences, ni les cocktails tapageurs. Et après tout, n'est-ce pas la responsabilité primordiale d'un gouvernement que de sauvegarder le patrimoine de ses citoyens et la prospérité de son peuple ?

Une dernière remarque. Je ne puis m'empêcher de penser aux événements remarquables qui se sont produits en Europe de l'Est quand j'entends les gens se demander au Canada s'il est juste ou non d'imposer une taxe sur du poulet Kentucky.

Pendant des décennies, nous avons dit aux peuples de l'Europe de l'Est que notre façon d'agir était mieux que la leur, que la démocratie et le capitalisme sont des systèmes qui fonctionnent, qui produisent ce que l'on attend d'eux.

Finalement, ils ont trouvé le courage de leurs convictions et embrassent maintenant notre mode de vie.